



Direction des affaires juridiques

Admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat (fiche mise à jour en mars 2012)

La loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge modifie les modalités de prise en charge de ce qu'on dénommait "hospitalisation d'office", sous l'égide de la loi n° 90-527 du 27 juin 1990, qui s'intitule dorénavant "admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat".

La période d'observation et de soins initiale sous la forme d'une hospitalisation complète de maximum 72 heures est applicable dans le cadre de l'admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat en tant que préalable à l'entrée en soins sans consentement.


1. Principe

Aux termes de l'article L. 3213-1 du Code de la santé publique, sont susceptibles de faire l'objet d'une admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat les *"personnes dont **les troubles mentaux nécessitent des soins et compromettent la sûreté des personnes ou portent atteinte, de façon grave, à l'ordre public**"*.

2. Conditions de forme de l'admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat

2.1 La procédure normale d'admission

La décision d'admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat est prise sur la base d'un arrêté du préfet de police à Paris ou du préfet dans les autres départements au vu d'un **certificat médical circonstancié**.

 Les arrêtés préfectoraux doivent être motivés et circonstanciés. Ils doivent également énoncer précisément les circonstances rendant l'admission en soins nécessaire. Ils désignent l'établissement d'accueil (c'est-à-dire l'établissement habilité à soigner des patients sous contrainte et accueillant ces patients) qui assure la prise en charge de la personne malade.

 Le **certificat médical circonstancié** ne doit pas émaner d'un psychiatre exerçant dans l'établissement d'accueil.

2.2 La procédure d'admission d'urgence

La loi a envisagé un cas de danger imminent pour la sûreté des personnes, attesté par un avis médical pouvant émaner de tout médecin (la notion de notoriété publique a été supprimée par la décision constitutionnelle du 6 octobre 2011). Ces exigences légales n'empêchent pas de fonder cette décision sur un certificat médical, comme c'est d'ailleurs le cas la plupart du temps.

Dans cette hypothèse, le maire ou les commissaires de police à Paris arrêtent toutes les mesures provisoires nécessaires à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes. Ces derniers doivent néanmoins en référer au représentant de l'Etat dans le département dans les 24 heures et lui fournir dans ce délai un certificat médical circonstancié. Le représentant de l'Etat (le préfet) statue sans délai et prononce, s'il y a lieu, un arrêté d'admission en soins psychiatriques. Ces arrêtés doivent également être motivés et énoncés clairement les circonstances rendant l'admission en soins nécessaire comme dans la procédure normale d'admission.


Si le préfet ne se prononce pas dans ce délai, ces mesures provisoires deviennent caduques dans les 48 heures.


La période d'observation et de soins initiale prend effet dès l'entrée en vigueur de ces mesures provisoires.

3. Déroulement de l'admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat


- Dans ce cas, la personne malade fait l'objet d'une période d'observation et de soins initiale sous la forme d'une hospitalisation complète.


- **Le rythme des certificats établis par un psychiatre de l'établissement d'accueil :**

 Lorsqu'une personne est admise en soins psychiatriques **sur décision du représentant de l'Etat**, elle fait l'objet d'une **période d'observation et de soins initiale sous la forme d'une hospitalisation complète**.

 **Dans les 24 heures suivant l'admission, un examen somatique complet de la personne** est réalisé par un médecin et **un certificat médical constatant son état mental et confirmant ou non la nécessité de maintenir les soins psychiatriques** au regard des conditions d'admission définies ci-dessus est établi par un psychiatre de l'établissement d'accueil. Celui-ci ne peut être l'auteur du certificat médical sur la base duquel la décision d'admission a été prononcée.

 **Dans les 72 heures suivant l'admission, un nouveau certificat médical** est établi dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

 Lorsque les deux certificats médicaux ont conclu à la nécessité de maintenir les soins psychiatriques, un psychiatre de l'établissement d'accueil propose dans un **avis motivé**, établi avant l'expiration du délai de 72 heures mentionné, la forme de la prise en charge (hospitalisation complète ou autre forme de prise en charge incluant des soins ambulatoires et, le cas échéant, le programme de soins). Le psychiatre qui participe à la prise en charge du patient peut proposer à tout moment de modifier la forme de la prise en charge pour tenir compte de l'évolution de l'état de la personne. Il établit en ce sens un certificat médical circonstancié.

 **Après 5^{ème} jour et au plus tard le 8^{ème} jour puis dans le mois qui suit la décision du préfet d'admettre en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat ou, le cas échéant, suivant la mesure provisoire et ensuite au moins tous les mois**, la personne malade est examinée par un psychiatre de l'établissement d'accueil qui établit un certificat médical circonstancié confirmant ou infirmant, s'il y a lieu, les observations contenues dans les précédents certificats et précisant les caractéristiques de l'évolution des troubles ayant justifié les soins ou leur disparition. Ce certificat précise si la forme de la prise en charge du malade demeure

adaptée et, le cas échéant, en propose une nouvelle. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'examen du patient, le psychiatre de l'établissement établit un avis médical sur la base du dossier médical du patient.

■ Dans les trois derniers jours du **premier mois suivant la décision d'admission en soins psychiatriques du représentant de l'Etat** ou, le cas échéant, suivant la mesure provisoire, le préfet peut prononcer, au vu du certificat médical ou de l'avis médical, le maintien de la mesure de soins **pour une nouvelle durée de trois mois**. Il se prononce, le cas échéant, sur la forme de la prise en charge du patient dans les conditions prévues au même article L. 3213-3. Au-delà de cette durée, la mesure de soins peut être maintenue par le représentant de l'État dans le département **pour des périodes maximales de six mois renouvelables** selon les mêmes modalités.



Au regard de l'article R. 3213-3 du Code de la santé publique, **les certificats et avis médicaux établis dans le cadre des admissions en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat sont précis, motivés et dactylographiés.**

4. Procédures ou dispositions particulières

Notamment :

- Concernant des soins psychiatriques sur décision judiciaire (à la suite d'un arrêt ou jugement de déclaration d'irresponsabilité pénale)
- Concernant des patients séjournant ou ayant séjourné en Unité pour malades difficiles (UMD) ou ayant été déclarés irresponsables pénalement
- Le cas d'un patient relevant initialement d'une admission en soins psychiatriques à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent

5. Fin de l'admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat

- Levée sur avis médical
- Levée en cas de désaccord entre le préfet et le psychiatre traitant la levée des soins
- Levée pour carence de décision préfectorale à l'échéance prévue
- Levée sur décision du JLD
- Levée pour carence de décision du JLD ou constat judiciaire de mainlevée après 15 jours d'hospitalisation complète ou après 6 mois
- Levée sur demande de la CDSP